



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Les liens entre l'Action Anticipatoire et la Protection Sociale dans les contextes fragiles et de conflit : Le cas d'Haïti

Urbe Secades et Manucheher Shafee¹

Octobre 2024

Contents

Introduction	3
Contexte.....	3
Principales caractéristiques de l'activation de l'Action Anticipatoire.....	6
Facteurs clés de l'intégration de l'Action Anticipatoire et la Protection Social	8
Principaux défis	11
Opportunités pour l'avenir	13
Acronyms	15
Crédits Photo.....	15

1 Les versions préliminaires de ce rapport ont fait l'objet d'un processus d'examen par les pairs et les contributions de Silvia Pieretto, Thomas Debrouwer, Tania Nino, Giulia Baldi, Lore Purroy, Montserrat Barroso, Shirin Merola, Christoph Baade, Rosie Bright et Vincent Vanhalsema du bureau de pays du PAM en Haïti, du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RBP) et du siège ont été très appréciées.

Introduction

Cette étude de cas donne un aperçu de la manière dont le Programme alimentaire mondial (PAM) soutient l'intégration de la protection sociale (PS) et de l'action anticipatoire (AA) en Haïti, un pays classé parmi les plus fragiles et les plus touchés par les conflits. Il se concentre sur la toute première intervention anticipatoire du pays en novembre 2023, qui a tiré parti du système national de protection sociale pour fournir rapidement une assistance en espèces et des messages d'alerte précoce aux personnes exposées au risque d'inondation. Elle résume comment, malgré le contexte difficile, le PAM aide le gouvernement d'Haïti à s'appuyer sur les mécanismes de gestion des catastrophes existants et à investir dans l'infrastructure de

protection sociale naissante pour fournir un soutien plus rapide et plus efficace aux personnes exposées aux chocs climatiques. En tant que telle, l'étude de cas fournit des indications précieuses sur la manière dont l'agenda d'une meilleure intégration des AA et de la protection sociale peut être avancé, même dans les contextes opérationnels les plus difficiles.

L'initiative s'aligne sur l'engagement du PAM à l'égard de la déclaration de la Conférence des parties (COP) sur le climat, les secours, le relèvement et la paix, qui appelle à une action collective plus décisive pour renforcer la résilience climatique des communautés très vulnérables à la rapidité et à l'échelle requise dans les pays.

Contexte

Contexte national

Depuis des décennies, Haïti est aux prises avec un cycle perpétuel de catastrophes, ce qui entraîne une insécurité alimentaire et une malnutrition persistante. Ces problèmes sont exacerbés par plusieurs vulnérabilités structurelles, notamment l'instabilité politique, les capacités et la responsabilité limitées du gouvernement, les niveaux élevés d'inégalité et la forte exposition aux risques naturels tels que les inondations et les cyclones (deux des risques météorologiques les plus fréquents affectant la nation caribéenne).

Entre 2000 et 2019, Haïti s'est classé troisième sur l'Indice mondial des risques climatiques, soulignant la grande vulnérabilité du pays au changement climatique. Haïti est confronté à la hausse des températures, à la diminution des précipitations, à des périodes prolongées de chaleur extrême, à des ouragans plus intenses et à l'élévation du niveau de la mer, autant de facteurs qui devraient s'aggraver au cours des

30 prochaines années. La Banque mondiale estime que jusqu'à 96 % des Haïtiens sont exposés à des chocs récurrents liés au climat, ce qui souligne un manque général de préparation et de mécanismes adéquats de réduction des risques de catastrophe.² Ces défis liés au climat sont aggravés par une crise profonde qui a touché la sécurité, la politique, l'économie et les dimensions humanitaires d'Haïti au cours des dernières années. Des groupes armés ont pris le contrôle de zones clés et se sont livrés à la violence la plus extrême que le pays n'ait jamais connue, endommageant les infrastructures essentielles, notamment les hôpitaux, les écoles, les aéroports, les ports maritimes et les routes de la capitale. Les déplacements à l'intérieur des villes et entre celles-ci ont été limités, ce qui a eu un impact sur l'approvisionnement en produits de première nécessité. En outre, on estime à 580 000 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays,³ une épidémie de choléra sévit, et l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux sans précédent, près de la moitié de la population

² Banque mondiale. Avril 2024. [Contexte et aperçu : La Banque mondiale en Haïti](#)

³ PAM. 2024. [PAM en Haïti - Brochure d'information : Une vue d'ensemble des activités, des réalisations et des objectifs du PAM en Haïti \(juin 2024\)](#).

haïtienne (5 millions de personnes) étant en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC 3+) et ayant besoin d'une aide humanitaire.⁴ La situation historiquement complexe d'Haïti, associée à la capacité d'adaptation limitée du pays, souligne le besoin urgent d'interventions durables pour renforcer la résilience face aux risques climatiques et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Contexte de la Protection Sociale

Alors que des initiatives de protection sociale sont en cours en Haïti depuis plus d'une décennie, l'adoption de la Politique nationale de promotion et de protection sociale (PNPPS) en 2020 a marqué une étape importante vers la création d'un système institutionnel cohérent avec une couverture accrue. Depuis son adoption, la politique et le plan d'action subséquent, élaborés grâce à l'assistance technique et à la collaboration du PAM, ont guidé les efforts visant à réduire la fragmentation du système et ont fourni un cadre stratégique pour l'expansion des initiatives de protection sociale.

Le renforcement et l'extension du Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (SIMAST) ont constitué une composante majeure de l'opérationnalisation du PNPPS. Conçu à l'origine comme une base de

données des participants au programme national de transferts monétaires Kore Lavi en 2013, le SIMAST a depuis été transformé en un registre social national comprenant plus de 626 000 ménages (3,1 millions de personnes, soit 26 % de la population totale). L'expansion significative de la couverture du registre, conformément à l'objectif du gouvernement d'atteindre 40 pour cent de la population d'ici 2025, a été réalisée grâce à un soutien continu du PAM sous la forme de formations et d'autres formes d'assistance technique.

Une autre étape importante dans la mise en œuvre du PNPPS a été le déploiement du projet de protection sociale adaptative pour une résilience accrue (PSARA), qui a été lancé en 2021 et se poursuivra jusqu'en 2027. PSARA, un programme d'assistance sociale adapté aux chocs et financé par la Banque mondiale, fournit des transferts en espèces aux groupes vulnérables, couvrant environ 23 000 ménages (115 000 personnes) dans le département de la Grand'Anse, y compris les femmes et les filles enceintes et allaitantes, les enfants de moins de cinq ans et les personnes handicapées. Il est mis en œuvre conjointement par le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) et le PAM, ce dernier aidant le MAST à concevoir et à mettre en œuvre le programme tout en renforçant progressivement sa capacité à le mettre en œuvre de manière indépendante.



⁴ PAM. 2024. Informations tirées de l'analyse de la classification de la phase de sécurité alimentaire intégrée de mai à juin 2024.

Contexte d'Action Anticipatoire

Depuis 2015, le PAM a investi dans le développement de programmes d'action anticipatoire spécifiques aux chocs en Haïti. Visant à atténuer les impacts des inondations et des cyclones, deux des risques les plus fréquents affectant le pays, le PAM a investi dans le renforcement des systèmes nationaux d'alerte précoce (SAP) et l'amélioration des capacités nationales de prévision, tout en aidant les partenaires gouvernementaux à renforcer les capacités nécessaires pour se préparer et atténuer l'impact de ces catastrophes avant qu'elles ne se matérialisent pleinement.

En 2022, après deux années marquées par une aggravation des défis socio-économiques, des problèmes de sécurité et de la pandémie de COVID-19, les activités du PAM liées à l'AA en Haïti ont pris un tournant décisif : alors que les initiatives précédentes liées à l'AA étaient principalement axées sur la mise en œuvre de projets pilotes à petite échelle, la situation de plus en plus complexe et fragile dans le pays a clairement montré qu'une approche plus complémentaire et intégrée était nécessaire pour atteindre l'échelle et la viabilité des activités.

Compte tenu des progrès récents dans la mise en place de systèmes nationaux à la suite de l'adoption en 2020 du PNPPS, l'établissement d'un lien entre l'AA et la protection sociale a permis non seulement de promouvoir l'efficacité et la portée des deux programmes, mais aussi de renforcer leurs liens respectifs avec les structures de gestion des risques de catastrophe et les mécanismes de coordination existants. En engageant ses partenaires dans les deux programmes simultanément, le PAM est passé d'une approche distincte et parallèle à une approche intégrée. Les premiers signes du potentiel de cette approche ont commencé à se manifester dès l'année suivante.

En 2023, le PAM Haïti a élaboré son premier Plan d'action anticipé (PAA) pour les inondations et les cyclones. Ce plan, qui a été activé sur la base des prévisions de fortes pluies en novembre 2023, a permis au PAM d'atteindre plus d'un demi-million de personnes avec des messages d'alerte précoce et de fournir des transferts d'argent anticipés à 18 700 personnes vulnérables.

Dès l'activation du PAA, l'argent liquide et les informations d'alerte précoce sont parvenus aux populations en moins de deux jours. Ceci a été rendu possible par le PAM qui a utilisé des éléments du programme de protection sociale PSARA, y compris ses listes de distribution et ses mécanismes de transfert financier, pour fournir un paiement complémentaire aux participants du programme situés dans le département de la Grand'Anse, leur permettant de se préparer activement à l'inondation prévue.

La mise en œuvre en 2023 de l'AA par le biais du programme PSARA marque une étape clé dans l'établissement d'un lien entre l'AA et la protection sociale, illustrant la manière dont l'intégration des deux peut améliorer la rapidité et l'ampleur de l'action humanitaire.

Aujourd'hui, l'AA occupe une position centrale à l'intersection de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence, de l'action climatique, de la protection sociale et du renforcement de la résilience dans le pays. En mettant continuellement l'accent sur les points forts du programme, le PAM a réussi à obtenir l'adhésion des acteurs gouvernementaux et d'autres parties prenantes importantes. Par exemple, pour réussir l'activation en novembre 2023, le PAM a travaillé avec la Direction générale de la Protection Civile (DGPC) et le MAST, en renforçant leur capacité à mettre en œuvre des mesures d'anticipation et à instaurer la confiance dans le gouvernement pour qu'il passe à une gestion des risques tournée vers l'avenir.

Principales caractéristiques de l'activation de l'Action Anticipatoire

“À la maison, j’ai pris des mesures de précaution, j’ai mis à l’abri les objets importants et la nourriture, j’ai mis mes enfants à l’abri également et j’ai préparé un endroit où la famille pourrait s’abriter. Lorsque nous recevons l’information, nous transmettons le message à nos voisins ou nous donnons un mégaphone à l’un des jeunes pour faire passer le message”



Une femme haïtienne qui a reçu les messages d’alerte précoce en novembre 2023.

À la mi-novembre 2023, dès que les seuils prédéfinis de prévision des précipitations ont été atteints, le PAM a activé pour la première fois son PAA pour Haïti, qui visait à protéger les vies et les moyens de subsistance des personnes vulnérables en prévision d’éventuelles inondations.

Conformément aux meilleures pratiques⁵ d’autres initiatives d’inondations soudaines, le mécanisme de déclenchement du PAA en Haïti est conçu pour suivre un processus en deux étapes : dès que les seuils d’un déclencheur de préparation à plus long terme sont atteints, le PAM et ses partenaires entament la phase dite de préparation, en entreprenant des activités pour s’assurer que toutes les parties prenantes sont prêtes à mettre en œuvre des actions convenues à l’avance. Si la prédiction du déclencheur initial est ensuite confirmée par le déclencheur d’activation à plus court terme, le PAM et ses partenaires mettent en œuvre des activités d’anticipation sans regret avant l’inondation prévue.

Dans le cas de l’activation de 2023 en Haïti, la phase de préparation a commencé le 13 novembre, le PAM et ses partenaires prenant les mesures nécessaires pour se préparer à une activation potentielle. Le 15 novembre, les prévisions ont de nouveau été vérifiées par le Comité de réponse de protection sociale adaptative, présidé par le gouvernement et composé de différentes parties prenantes, ce qui a entraîné la mise en œuvre complète de l’AA. Deux jours plus tard, le 17 novembre, plus de 500 000 personnes dans cinq départements avaient reçu des messages d’alerte précoce et 18 700 participants vulnérables du programme de protection sociale PSARA avaient reçu un soutien financier anticipé dans quatre districts situés dans le département de la Grand’Anse.

La rapidité avec laquelle le PAM a pu transférer les fonds aux bénéficiaires peut être attribuée au fait qu’il s’est appuyé sur le mécanisme de distribution d’argent existant du programme PSARA (transferts numériques par le biais de

⁵ En général, la précision des prévisions tend à diminuer à mesure que le délai augmente. C’est pourquoi les systèmes de déclenchement en deux temps réduisent le risque de dépenser trop de ressources dans des scénarios de fausse alerte (c’est-à-dire des scénarios dans lesquels le choc initialement prévu ne se produit finalement pas). Dans les cas où le déclenchement de l’état de préparation n’est pas confirmé par un déclenchement d’activation ultérieur, dont on peut raisonnablement s’attendre à ce qu’il soit plus précis, les parties prenantes peuvent “se retirer” et continuer à surveiller la situation.

portefeuilles électroniques), qui a garanti un accès transparent à l'aide financière, minimisant ainsi les difficultés supplémentaires pour les bénéficiaires par rapport à d'autres modalités. L'aide financière anticipatoire a été accompagnée d'une communication ciblée par SMS qui a informé les bénéficiaires de la manière dont l'aide en espèces était destinée à les soutenir en prévision de l'impact imminent des inondations. D'après les résultats du suivi post-distribution, 99 % des personnes interrogées ont déclaré avoir pu retirer de l'argent de leur compte numérique, tandis que 97 % ont déclaré avoir dépensé l'aide reçue pour se préparer aux pluies.

Si l'activation de l'AA en novembre 2023 souligne la façon dont Haïti évolue progressivement vers un système de gestion des catastrophes plus intégré et tourné vers l'avenir, ce n'est pas

la seule représentation de ce changement. En décembre 2023, après plus de deux ans de collaboration pour la mise en place et la mise en œuvre du système, le Ministre des Affaires Sociales et du Travail et le directeur général de la Direction Générale de la Protection Civile ont approuvé et signé le Manuel des opérations de protection sociale adaptative, qui comprend des informations sur l'utilisation du registre social et des transferts monétaires électroniques anticipatoire. Le PAM a participé à la rédaction du document et a fourni des services de secrétariat tout au long du processus, dans le cadre d'un effort plus large visant à aider le ministère des Affaires sociales et du Travail à renforcer le système national de protection sociale afin de faciliter le transfert d'argent anticipé en cas de risques climatiques prévisibles.



Facteurs clés de l'intégration de l'Action Anticipatoire et la Protection Sociale



“Il s’agit d’une façon différente de faire des affaires en Haïti, par le biais des institutions gouvernementales et des services du secteur privé. Nous sommes maintenant en mesure d’opérer de cette manière grâce à de meilleures informations sur les risques météorologiques et de meilleures capacités au niveau gouvernemental.”

Jean-Martin Bauer,
ancien directeur de pays, PAM Haïti (2022-2024)

Le degré d'intégration de l'AA et de la protection sociale dans le contexte haïtien, tel que représenté par l'activation réussie de l'AA en novembre 2023, peut être attribué à plusieurs facteurs habilitants clés, qui sont résumés dans cette section.

Investissements à long terme dans le renforcement du système de protection sociale

En établissant et en investissant dans les éléments essentiels de la protection sociale, dans le cadre de l'approche à long terme du PAM pour renforcer le système de protection sociale d'Haïti, les bases ont été jetées pour créer à terme des liens fructueux avec l'action anticipatoire. Ces éléments sont les suivants : 1) l'adoption du PNPPS où la “protection sociale répondant aux chocs” ou SRSP a été fermement ancrée au niveau normatif, 2) l'établissement et l'expansion progressive du registre social national (SIMAST) qui couvre maintenant plus d'un quart de la population, et 3) la mise en place opérationnelle, l'empreinte et la fiabilité du programme PSARA.

En particulier dans des contextes fragiles comme Haïti, les gouvernements sont souvent confrontés

à de sérieuses contraintes de ressources qui entravent leur capacité à accéder aux financements nationaux et internationaux pour les programmes de protection sociale. Dans ce contexte, PSARA, dont la durée de vie est prévue jusqu'en 2027, constitue une source prévisible de financement de l'aide sociale et a joué un rôle essentiel dans l'amélioration de l'efficacité et de la mise à l'échelle des capacités nationales de lutte contre la pauvreté et de réaction aux chocs, comme en témoigne en partie l'intégration et l'activation réussie de l'AA en novembre 2023.

Prise de décision conjointe par le biais des mécanismes de coordination existants

Comité de protection sociale face aux chocs, présidé par le gouvernement, avec le soutien technique du PAM, a été un facteur clé pour assurer une activation réussie et restera crucial pour l'intégration à plus long terme de l'action anticipatoire et de la protection sociale en Haïti. Le comité, qui se réunit régulièrement, a été convoqué d'urgence à la mi-novembre (2023) suite aux prévisions annonçant l'arrivée imminente de la dépression tropicale 22. En quelques heures,

le comité a évalué la situation et a décidé à l'unanimité d'activer le plan d'action anticipatoire.

Des investissements ciblés pour une protection sociale adaptée aux chocs

Malgré d'importants investissements à long terme dans la gestion des risques de catastrophes et la protection sociale, ceux-ci ont été réalisés en parallèle et Haïti a rencontré des difficultés pour coordonner les acteurs de la gestion des risques de catastrophes (GRC) et de la protection sociale⁶. Cependant, le PAM s'est constamment efforcé de combler cette lacune et de favoriser les échanges par l'intermédiaire du Comité de réponse de la protection sociale adaptative (CR-PSA), et le PAA élaboré conjointement pour les inondations et les ouragans en 2023 a garanti la participation du MAST et de la Direction Générale de la Protection Civile.

Institutionnalisation et promotion de l'action anticipatoire

Grâce à ses efforts de promotion, sous forme de formations et d'activités de sensibilisation⁷, le PAM a renforcé la compréhension de l'approche anticipatoire parmi les partenaires gouvernementaux, les donateurs, les agences des Nations unies, la société civile et les partenaires humanitaires. Cela a suscité un intérêt et une implication significatifs de la part de diverses institutions, favorisant l'appropriation locale parmi les acteurs étatiques et non étatiques afin de soutenir une gouvernance responsable. En conséquence, une communauté de pratique AA, comprenant environ dix partenaires, dont des agences des Nations unies et des organisations humanitaires, a été créée pour faciliter les échanges techniques réguliers et la collecte de fonds.

En s'appuyant sur les mécanismes de coordination existants, le PAM a pu capitaliser sur des relations de longue date, accélérant ainsi la prise de décision, comme en témoigne

6 PAM. 2023. *Évaluation régionale de la contribution du PAM à une protection sociale adaptée aux chocs en Amérique latine.*

7 Hub d'anticipation. 2023. *Renforcer la capacité d'Haïti à faire face aux inondations et aux ouragans grâce à des mesures d'anticipation.*

la confiance du gouvernement dans les conseils techniques du PAM tout au long du processus d'élaboration et de mise en œuvre de l'AA.

L'appropriation nationale du système, soutenue par un processus de validation consultatif et multipartite pour les déclencheurs et les paiements, a été un facteur clé de l'activation réussie en 2023. Cela souligne l'importance d'un renforcement continu des capacités des acteurs et institutions nationaux.

Test et mise à l'échelle

Avant l'activation complète du PAA en novembre 2023, la tempête tropicale Franklin, qui s'est formée en août de la même année, a été l'occasion de tester un élément essentiel du PAA. Sur la base de projections indiquant que la tempête tropicale pourrait toucher terre en Haïti, le PAM, en partenariat avec la DGPC, a envoyé des messages d'alerte précoce par SMS à 84 000 numéros de téléphone mobile. Bien que la tempête Franklin ait finalement tourné vers le nord, touchant terre du côté de la République dominicaine sans causer beaucoup de dégâts sur le territoire haïtien, elle a permis aux parties prenantes de comprendre les complexités de la mise en œuvre de l'AA et de procéder à des ajustements opérationnels. En outre, les enseignements tirés de la mise en œuvre du mois d'août ont guidé la décision d'élargir la liste des bénéficiaires, ce qui a permis au système d'atteindre efficacement jusqu'à 500 000 personnes avec des messages d'alerte précoce dans diverses provinces trois mois plus tard, lors de l'activation du mois de novembre.



Application d'une approche centrée sur les personnes

L'opportunité de tester la composante d'alerte précoce du PAA en août 2023 a permis d'évaluer les expériences des participants en utilisant le suivi post-distribution (PDM) par téléphone. Ce processus a permis de tirer des leçons précieuses et de garantir une approche centrée sur la population qui réponde aux besoins d'information des participants de la manière la plus efficace possible. D'après les résultats du suivi post-distribution de l'activation du mois d'août, 94 % des personnes interrogées se sont déclarées satisfaites ou très satisfaites de la réception des messages d'alerte précoce. Toutefois, 42 % des personnes interrogées n'ont pas eu accès à des informations météorologiques au cours des 12 derniers mois, ce qui souligne la nécessité de renforcer la diffusion et la communication des messages d'information sur le climat et les conditions météorologiques. Le niveau de satisfaction concernant la réception et le contenu des messages indique que les communautés ont accueilli favorablement le service d'alerte.

Un autre aspect important de la mise en œuvre de l'AA centrée sur les personnes est de garantir



l'inclusivité et l'impartialité. Cependant, dans des contextes fragiles, comme en Haïti, la faiblesse des infrastructures et les tensions sociales et politiques permanentes peuvent compromettre la fourniture équitable de services essentiels, en particulier en temps de crise. En s'appuyant sur le SIMAST et ses critères de ciblage clairs et objectifs, il a été possible d'atteindre les populations à risque en Haïti quelques jours avant une inondation imminente tout en maintenant l'impartialité, en évitant l'exclusion et en renforçant à la fois la capacité et la responsabilité des acteurs gouvernementaux.

S'appuyer sur un mécanisme fiable et bien établi pour les transferts d'argent liquide

Dans les contextes où elle est largement acceptée et connue, la distribution d'espèces numériques constitue généralement l'option la plus rapide, la plus sûre et la plus efficace pour soutenir les personnes dans le court laps de temps qui précède l'impact d'un choc soudain. Toutefois, dans les pays sujets aux conflits et aux chocs socio-économiques, une multitude de difficultés opérationnelles peuvent empêcher la distribution rapide de fonds, même sous forme numérique. Les défis à relever sont multiples et ils vont des éventuelles restrictions imposées par la banque centrale aux problèmes de liquidité des agents de terrain chargés de la distribution. En Haïti, l'existence d'un programme de protection sociale national ayant fait ses preuves en tant que solution fiable de bout en bout atténue certains de ces défis. Par exemple, dans le cadre de la mise en œuvre du PAA, les fonds disponibles ont été acheminés par le mécanisme de protection sociale existant, ce qui a permis aux participants au programme de recevoir une assistance anticipatoire rapidement et d'une manière qui leur était familière.

Principaux défis

Culture de la gestion de crise

Favoriser une culture “anticipatoire” ou, en d’autres termes, passer d’une approche “basée sur les besoins” à une approche centrée sur le “risque” est un défi dans un contexte comme celui d’Haïti, où les situations d’urgence sont constantes. Les crises complexes et récurrentes du pays ont favorisé une culture centrée sur la réponse et la gestion des crises, laissant moins de place aux approches anticipatoires. Il est donc plus difficile d’établir des priorités et de mettre en œuvre l’AA de manière efficace.

Confiance dans les systèmes d’alerte précoce

Il est essentiel de renforcer la confiance dans les alertes et les prévisions précoces pour surmonter la réticence des parties prenantes à émettre des alertes, souvent parce qu’elles sont émises trop fréquemment ou que les informations prévisionnelles sont trop imprécises. Les actions qui pourraient être entreprises sur le site⁸ pour

remédier à ce manque de confiance comprennent le renforcement et l’amélioration des prévisions et de la surveillance météorologiques et climatiques pour accroître la crédibilité ; l’amélioration des canaux de communication pour diffuser les informations et éviter la confusion ; la promotion de l’engagement communautaire pour garantir la pertinence et la confiance des communautés ; l’organisation de campagnes éducatives et de mécanismes de retour d’information pour accroître la prise de conscience et la compréhension des avis météorologiques.

Doutes sur le lien entre l’AA et la protection sociale

Même parmi certains partenaires nationaux de l’AA, la prise de conscience des avantages de l’association de l’AA à la protection sociale était limitée, notamment en raison de la portée et de l’étendue restreintes du système en Haïti. Bien que l’activation réussie ait dissipé certains de ces doutes, il est essentiel de poursuivre le plaidoyer

8 Llopis Abella, Jimena ; Perge, Emilie Bernadette ; Afif, Zeina ; Soto Orozco, Claudia Ruth ; Padilla, Lace M ; Hsu, Jessica. 2020. *Using Behavioral Insights to Improve Disaster Preparedness, Early Warning and Response Mechanisms in Haiti* (français). eMBED.brief Washington, D.C. : World Bank Group.



pour sensibiliser les principales parties prenantes aux avantages opérationnels immédiats et aux avantages à long terme du renforcement des systèmes nationaux, créant ainsi un environnement propice à la mise en œuvre de l'AA à grande échelle.

Disponibilité des fonds pour la mise en œuvre

L'une des difficultés générales liées à la fourniture d'une aide financière anticipatoire dans le cadre de scénarios d'aléas soudains est de s'assurer que l'argent circule sans interruption ni retard. Étant donné le délai très court entre la prévision et l'impact potentiel, toute interruption du flux d'argent pourrait compromettre l'objectif d'anticipation de l'aide fournie. Par exemple, le succès de l'activation de novembre 2023 en Haïti s'explique par le fait que des fonds ont été pré-arrangés pour des versements réguliers de protection sociale. Sur la base de prévisions indiquant une forte probabilité d'inondations, les paiements ont été avancés pour faciliter la distribution d'argent anticipatoire. Toutefois, compte tenu notamment de l'ambition d'intensifier l'action anticipatoire,

les fonds disponibles dans le cadre des systèmes de protection sociale ne suffiront plus à un moment ou à un autre. Pour permettre une expansion verticale des prestations, y compris pour compléter les valeurs de transfert aux bénéficiaires actuels de la protection sociale face à un risque climatique prévu, il faudra injecter des fonds supplémentaires qui peuvent être arrangés à l'avance.

Mesurer l'impact

L'évaluation de l'impact des programmes humanitaires, y compris l'AA, est particulièrement difficile en Haïti en raison des restrictions de sécurité. Alors qu'une grande partie de la planification et de la mise en place opérationnelle de l'AA peut se faire à distance - par exemple, le travail avec les fournisseurs de services financiers se fait entièrement en ligne - la mesure de l'impact exige généralement que le personnel soit sur le terrain. Les restrictions de voyage liées à la sécurité rendent plus difficile la collecte des preuves nécessaires auprès des communautés assistées, ce qui est essentiel pour tirer des leçons des expériences des participants et ajuster le programme pour une plus grande efficacité.



Opportunités pour l'avenir

Mise à l'échelle

Le PAM continue de renforcer les liens entre l'action anticipatoire et la protection sociale, permettant à ces deux mécanismes de se renforcer mutuellement et créant ainsi un système qui peut être mis en œuvre efficacement pendant toute la durée de la crise. Cet effort comprend un soutien continu à l'expansion géographique du registre social national (SIMAST), conformément à l'objectif du gouvernement de couvrir 40 pour cent de la population d'ici 2025. Ce faisant, une partie de plus en plus importante de la population vulnérable aura accès à la protection sociale et à l'action anticipatoire. En outre, l'activation réussie en novembre 2023 a suscité l'intérêt de la communauté humanitaire au sens large, ce qui a conduit à la création d'un cadre AA facilité par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) et financé par le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) qui réunit diverses agences des Nations unies pour mettre en œuvre conjointement des actions d'anticipation dans de multiples secteurs en amont des cyclones. Le cadre, qui reproduit et adopte des éléments clés de l'approche AA du PAM, a été approuvé en août 2024.

Inclusion

Le renforcement des liens entre l'AA et la protection sociale devrait conduire à des systèmes plus intégrés, capables de répondre plus efficacement aux différents types et niveaux de vulnérabilité. Il s'agit notamment d'améliorer la sensibilité au genre du système de protection sociale, en particulier en renforçant la capacité du SIMAST à saisir les vulnérabilités "structurelles" et fondées sur le genre. Cela implique également des efforts pour sensibiliser les femmes à la protection sociale et à l'action anticipatoire, ainsi que la suppression des obstacles structurels qui limitent leur accès.

L'appropriation du programme d'AA par le gouvernement et une institutionnalisation responsable

Le système de protection sociale d'Haïti, naissant mais en développement, fournit une base pour conceptualiser et mettre en œuvre les programmes d'AA et de protection sociale de manière cohérente et complémentaire. Les éléments clés des deux programmes - tels que les déclencheurs de prévisions scientifiques et les mécanismes de ciblage - ont été élaborés conjointement par le PAM, les parties prenantes du gouvernement et d'autres partenaires. Ces éléments offrent des cadres solides sur lesquels les institutions peuvent s'appuyer au fur et à mesure qu'elles s'approprient les programmes de manière responsable. L'activation de novembre, par exemple, a donné l'occasion d'introduire l'AA dans les politiques de gestion de risque des désastres (GRD) et de protection sociale. Le manuel national sur la protection sociale adaptée aux chocs, approuvé en décembre 2023, établit un cadre pour agir avant et après les chocs et comprend des dispositions pour la collecte de données et le suivi à distance. Cette approche permet non seulement d'atténuer les difficultés, mais aussi de générer des preuves solides pour soutenir les futures mises à l'échelle. Le manuel décrit les actions prioritaires pour la réponse aux situations d'urgence par le biais de mécanismes de protection sociale, tels que l'utilisation du registre social, les transferts monétaires électroniques et l'AA, créant ainsi une opportunité de renforcer et d'intégrer les systèmes d'alerte précoce en amont des événements climatiques extrêmes. De même, la DGPC d'Haïti a commencé à intégrer l'AA dans ses plans d'urgence. Ce soutien à la poursuite de l'institutionnalisation de l'AA est particulièrement crucial dans un contexte d'instabilité et de forte rotation du personnel, contribuant à préserver les progrès déjà réalisés.

Poursuite du soutien à long terme

Alors que la crise climatique, les défis économiques et les conflits continuent d'exacerber les besoins humanitaires en Haïti, l'intégration des systèmes de protection sociale et de l'action anticipatoire est devenue essentielle pour protéger les populations les plus vulnérables des risques prévisibles liés au climat et des pertes supplémentaires. Cette intégration nécessitera un effort dynamique, collectif et multipartite à long terme pour garantir un système de protection sociale inclusif et mettre en œuvre des actions d'anticipation, y compris des activités telles que le renforcement des systèmes d'alerte précoce et des mécanismes de livraison. Le PAM continuera à promouvoir une approche centrée sur la population en collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires clés afin d'éviter que les risques météorologiques ne se transforment en véritables catastrophes et de préserver les gains de développement durement acquis, tout en encourageant le partage des connaissances entre les pays en vue de l'expansion et de l'adaptation de ces approches réussies.



Acronyms

AA	Action Anticipatoire
PAA	Plan d'Action Anticipatoire
PSARA	Protection Sociale Adaptative pour une Résilience Accrue
CERF	Fonds Central d'Intervention d'Urgence
COP	Conférence des Parties
COVID	Maladie à Coronavirus 2019
GRD	Gestion de Risque des désastres
SAP	Systèmes d'Alerte Précoce
IPC	Classification des Phases de Sécurité Alimentaire Intégrée
PNPPS	Politique Nationale de Protection et de Promotion Sociale
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
PDM	Suivi Post-Distribution
FEFA	Femmes enceintes et allaitantes et filles
SIMAST	Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail
SMS	Service de Messages Courts
PS	Protection Sociale
PSA	Protection Sociale Adaptative
ONU	Nations Unies
PAM	Programme Alimentaire Mondial

Crédits Photo

Photo de couverture : WFP/Luc Junior Segur

Page 4 : WFP/Luc Junior Segur

Page 6 : WFP/Silvia Pieretto

Page 7 : WFP/Tanya Birkbeck

Page 8 : WFP/Tanya Birkbeck

Page 9 : WFP/Tanya Birkbeck

Page 10 : WFP/Gabrielle Menezes

Page 11 : WFP/Luc Junior Segur

Page 12 : WFP/Johnson Bazelais

Page 14 : WFP/Luc Junior Segur



Rialtas na hÉireann
Government of Ireland



Programme Alimentaire Mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70,
00148 Rome, Italy - T +39 06 65131

fr.wfp.org/ActionAnticipatoire

fr.wfp.org/protection-sociale-et-filets-de-securite